
**CONVENTION RELATIVE A LA GESTION, L'ENTRETIEN ET LA SURVEILLANCE
DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL HORS AGGLOMERATION**

Aménagement(s) existant(s)/réalisé(s) - RD ..

CONVENTION N° .../...

- Vu le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière et le code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu les articles L 5214-16 et L 5216-5 du code général des collectivités territoriales relatifs notamment aux transferts optionnels de la compétence « création, aménagement et entretien de voirie »,
- Vu les statuts de la Communauté de Communes/Communauté d'Agglomération portant transfert des compétences de gestion, d'entretien et de surveillance de la voirie, lesquelles comprennent notamment [**A ADAPTER EN FONCTION DES STATUTS DE CHAQUE INTERCOMMUNALITE**] les aménagements liés à la police de la circulation sur le domaine public routier départemental ou encore l'aménagement, le renouvellement et l'entretien des dépendances de ce domaine (trottoirs),
- Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD en date du 20 octobre 2022 approuvant la présente convention-type portant sur la gestion, l'entretien et la surveillance du domaine public routier départemental hors agglomération,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la **Commune** de en date du approuvant la présente convention et autorisant le Maire à la signer ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire de la **Communauté de Communes** de du autorisant le Président à signer la présente convention,
- Vu la délibération du Conseil d'Agglomération de la **Communauté d'Agglomération** de du autorisant le Président à signer la présente convention,

Entre les soussignés :

- La **Collectivité européenne d'Alsace**, représentée par son Président, dûment autorisé par la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace susvisée, ci-après dénommée la "**Collectivité européenne d'Alsace**",

d'une part,

- la **Commune de ...**, représentée par Madame/Monsieur, son Maire, dûment autorisé(e) par la délibération du Conseil Municipal susvisée, ci-après désignée par la "**Commune/Ville**",
- la **Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération de ...**, représentée par Madame/Monsieur, son Président, dûment autorisé(e) par la délibération du Conseil Communautaire susvisée, ci-après désignée par la "**Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération de ...**",

d'autre part,

Les co-signataires pouvant être, par ailleurs, désignés par "**les parties**",

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

En application de l'article L 3221-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Président de la Collectivité européenne d'Alsace est compétent en matière de gestion de la voirie départementale hors agglomération.

À ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, notamment en ce qui concerne la circulation sur ce domaine, et sous réserve des attributions dévolues au représentant de l'État dans le département ainsi que du pouvoir de substitution du représentant de l'État dans le département prévu à l'article L3221-5 du CGCT.

Ainsi, le Président de la Collectivité européenne d'Alsace détient la police de la circulation uniquement hors agglomération, sur routes départementales et dans certains cas, conjointement avec le préfet hors agglomération pour ce qui concerne le réseau des routes classées à grande circulation.

La Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération souhaite en l'occurrence se voir confier la gestion et l'entretien de(s) (l')ouvrage(s), équipement(s) et/ou aménagement(s) existant(s)/réalisé(s) par cette (ces) dernière(s) ou par la Collectivité européenne d'Alsace sur le domaine public routier départemental hors agglomération. Cette demande fait suite à la volonté de **la Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** de ... (amélioration de la qualité esthétique et environnementale des entrées d'agglomération, valorisation des aménagements urbains et du patrimoine, ... **à adapter**).

A ce titre, il apparaît nécessaire de définir les interventions liées à la gestion, l'entretien et la surveillance du domaine public routier départemental hors agglomération conformément aux règles prescrites dans les différents documents édictés par la Collectivité européenne d'Alsace, à savoir, le Schéma Routier Départemental, le Schéma Directeur de la Signalisation Directionnelle, le Dossier d'Organisation du Fauchage et le Règlement de la Voirie Routière, le Dossier d'Organisation de la Viabilité Hivernale, documents en vigueur et régulièrement mis à jour.

ARTICLE 1 - OBJET

DRIM – Commune de/Collectivité européenne d'Alsace – Convention de gestion, d'entretien et de surveillance du domaine public routier départemental hors agglomération 2/8

La présente convention a pour objet de confier à la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** la gestion, l'entretien et la surveillance de(s) (l')ouvrage(s), équipement(s) et/ou aménagement(s) réalisé(s)/existant(s), situé(s) sur le domaine public routier départemental ... (éventuellement lieu-dit), hors agglomération de la **Commune de ...**, désignés à l'article 2 ci-après.

La présente convention n'entraîne pas le transfert de pouvoir de police du Président de la **Collectivité européenne d'Alsace** sur les routes départementales hors agglomération aux **Maire et/ou Président** de la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** signataire de cette dernière.

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DE(S) (L')OUVRAGE(S), EQUIPEMENT(S) ET/OU AMENAGEMENT(S) CONCERNE(S) ET NATURE DE L'INTERVENTION

Le plan figurant à l'annexe n° 1 de la présente convention donne la position planimétrique et les caractéristiques de(s) (l')ouvrage(s), équipement(s) et/ou aménagement(s) réalisé(s)/existant(s) sur la partie du domaine public routier départemental soumis à transfert de gestion, d'entretien et de surveillance et **désigné/listés** ci-dessous :

| Ouvrage(s), équipement(s) et/ou aménagement(s) (désignation/liste exhaustive, références RD/PR, mention de l'itinéraire cyclable/lieu-dit, ...) | Nature des interventions (périodicité) | Commune/ Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération |
|--|--|---|
| EXEMPLES : chicanes, aménagement de carrefours/accès zones d'activités, îlots centraux, bordures/ouvrages maçonnés, plantations/espaces verts, éclairage public, assainissement pluvial/fossés, accotements, pistes cyclables/voies vertes, mobiliers urbains ... | EXEMPLES : fauchage, débroussaillage, tonte, taille, arrosage, mise aux normes, entretien courant, remplacement et renouvellement à terme, ... cf. article 4, ci-dessous) | |
| A compléter ... | | |
| | | |
| | | |

ARTICLE 3 - INTERVENTION SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL

Pour les besoins de la présente convention et pour la seule réalisation des interventions définies à l'article 2, la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** est/sont autorisée(s) à occuper le domaine public routier départemental.

Pour la seule gestion courante de(s) (l')ouvrage(s), équipement(s) et aménagement(s) visé(s), cette autorisation est accordée sans qu'il soit nécessaire de requérir une demande d'intervention sur le domaine public (DIDP) pour chaque intervention, sous réserve qu'il n'y ait pas d'impact sur la fluidité du trafic.

Par gestion courante de(s) (l')ouvrage(s), équipement(s) et aménagement(s) visé(s), il

faut entendre les interventions de petit entretien : entretien des dépendances vertes, nettoyage, balayage, taille, arrosage, remplacement éventuel des plantations à l'identique, remplacement d'ampoule, remise en peinture de candélabre, de garde-corps, contrôle de l'éclairage public ...

Les interventions de tonte sur giratoire, ilot central, accotement et autres interventions d'entretien courant hors agglomération pouvant générer des impacts circulatoires importants nécessiteront la délivrance d'une autorisation de voirie préalable de la **Collectivité européenne d'Alsace**.

Dans le cadre de toute modification, remplacement et/ou reprise partielle de(s) (l')ouvrage(s), équipement(s) et/ou aménagement(s) relevant du gros entretien, les dispositions applicables sont stipulées à l'article 4 ci-après.

La **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** doit/doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux cause le moins de gêne possible aux usagers et aux autres occupants du domaine public routier départemental. Elle(s) doit/doivent s'attacher à assurer la liberté de la circulation et la protection des piétons.

En outre, elle(s) doit/doivent veiller à ce que la desserte des propriétés riveraines, l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité, l'écoulement des eaux de la chaussée et de ses ouvrages annexes et, d'une façon générale, le fonctionnement des réseaux des services publics soient préservés.

Les prescriptions d'exploitation particulières sont précisées à l'article 5 ci-après.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE/GROUPEMENT DE COMMUNES

La **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** accepte le transfert de gestion, de l'entretien et de la surveillance de(s) (l')ouvrage(s), équipement(s) et/ou aménagement(s) visé(s) à l'article 2 de la présente convention et selon la répartition des compétences indiquées issues d'un éventuel transfert statutaire.

Par gestion pour ce qui concerne les ouvrages, équipements et/ou aménagements réalisés par la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération**, il faut comprendre le petit et gros entretien, la mise aux normes, ainsi que les travaux de remplacement et renouvellement à terme.

Toute opération ne relevant pas du petit entretien tel que défini à l'article 3 et consistant en la modification, le remplacement, la reprise partielle ou totale de(s) (l') ouvrage(s), équipement(s) et/ou aménagement(s) relevant(s) du gros entretien, sera soumis au préalable à l'agrément de la **Collectivité européenne d'Alsace** et fera l'objet d'une demande d'intervention sur le domaine public (travaux de maintien en état/remplacement des ouvrages implantés sur la chaussée, remplacement de la tête de mât/candélabre, entretien de l'assainissement pluvial/fossés, accotements ...).

La **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** s'engage(nt) à respecter les modalités d'entretien de(s) (l')ouvrage(s) réalisé(s)/existant(s) désigné(s) à l'article 2 selon qu'il(s) est/sont pourvu(s) des équipements suivants (**à adapter**):

- Si espaces verts, plantations (optionnel) :

Les espaces verts seront entretenus selon les règles de l'art et en tout état de cause de manière à ne compromettre ni la sécurité des usagers, ni la visibilité et la lisibilité de la

signalisation réglementaire.

La **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** prendra en charge tous les frais d'entretien des espaces concernés, à savoir : la tonte, la taille, l'arrosage et le remplacement éventuel des plantations ayant pu dépérir pour quelque cause que ce soit.

La **Commune et/ou Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** assure à ses frais l'entretien de l'assainissement pluvial dont l'ouvrage à entretenir est doté. En l'absence de trottoir, les eaux pluviales de la route s'écoulent sur les accotements non aménagés puis dans les fossés latéraux.

- Si éclairage public (optionnel) :

La **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** se chargera, notamment, des frais d'énergie électrique, de l'entretien et le contrôle des candélabres, du remplacement des lampes, de la remise en peinture, du remplacement en cas d'accident et des contrôles électriques réglementaires.

La **Collectivité européenne d'Alsace** se réserve le droit d'enjoindre à la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** d'intervenir sur (l')le(s) aménagement(s) visé(s) à l'article 2 si ce(s) dernier(s) ne devait(ent) plus être conforme(s) à la réglementation en vigueur, aux conditions de sécurité ou aux stipulations de la présente convention.

En ce qui concerne l'obligation de surveillance imposée par les règlements et normes en vigueur, la commune s'engage à transmettre en temps utile à la **Collectivité européenne d'Alsace** tout document permettant d'attester de la réalisation de celle-ci.

La **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** s'engage, pendant toute la durée de la convention, à inscrire au budget les sommes nécessaires à cet effet.

En cas de sinistre susceptible d'entraîner la responsabilité de la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération**, cette dernière informera la **Collectivité européenne d'Alsace** de la constatation des désordres sur le(s) ouvrage(s), équipement(s) et/ou aménagement(s) du domaine public routier départemental et de sa remise en état.

En cas de dysfonctionnement susceptible de mettre en danger les usagers de la route départementale, lié à la non-exécution de la présente convention et notamment du présent article, la **Collectivité européenne d'Alsace** se réserve la possibilité de mettre en demeure la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** de remplir ses/leurs obligations.

En cas de danger grave et imminent, la **Collectivité européenne d'Alsace** se réserve le droit, aux frais de la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** concernée, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 1 mois à compter de la réception du courrier avec accusé réception ou sans mise en demeure en cas d'urgence, de déposer ou de mettre en sécurité (l')les ouvrage(s), (l')les aménagement(s) ou (l')les équipement(s) présentant un risque pour les usagers ou les riverains de la route départementale.

ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS D'EXPLOITATION

La réalisation des travaux de gros entretien (hors entretien courant) par la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** est soumise

à la délivrance par la **Collectivité européenne d'Alsace** d'un arrêté de circulation temporaire (neutralisation de voie, déviation de circulation pour travaux). Dans certains cas, la **Collectivité européenne d'Alsace** communiquera à la collectivité intervenante tout arrêté permanent qui aurait vocation à s'appliquer dans le cadre des travaux d'entretien dont elle assure la gestion.

La **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** devra respecter les prescriptions particulières suivantes :

- un délai de prévenance de la **Collectivité européenne d'Alsace** de 15 jours minimum des mesures de circulation temporaires à prévoir pour la réalisation des travaux d'entretien ;
- une mise en place de la signalisation conforme à la demande du Service routier territorialement compétent.
- La signalisation réglementaire devra être conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation routière et sera mise en place et entretenue par la Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération conformément au plan d'exploitation validé par le CEI de ... et sous contrôle de celui-ci.
- La/les limitation(s) de vitesse,
- La/les gamme(s) et classe(s) des panneaux,
- La référence au guide de signalisation temporaire du SETRA,
- ...

ARTICLE 6 – RESPONSABILITES

La **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** est seule responsable de tout dommage ou préjudice, que pourraient causer aux personnes et aux biens, la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et/ou des aménagements susvisés dont la responsabilité lui incombe du fait de la présente convention.

La responsabilité de la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération**, ainsi que celle de tiers exécutant les travaux d'entretien pour *son/leur* compte pouvant être recherchée quant aux dommages résultant des obligations qu'ils assument en vertu de la présente convention, la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** s'engage(nt), à cet effet, à s'assurer pour couvrir ces risques.

ARTICLE 7 – MODALITES FINANCIERES

La présente convention est conclue à titre gratuit, de sorte que la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** consent à assurer l'ensemble des obligations mises à sa charge au titre des présentes sans contrepartie financière.

ARTICLE 8 – DUREE

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par **les parties** et restera valable pendant toute la durée des obligations liées à son exécution, sauf résiliation dans les conditions prévues à l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 – RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée dans les conditions suivantes :

- De plein droit par la Collectivité européenne d'Alsace, et sans indemnités en cas d'inexécution de ses obligations par la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération**. Cette résiliation ne pourra intervenir qu'après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, restée sans suite pendant un délai de trois (3) mois ;
- A la demande de la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération**, à l'issue d'une période d'exécution de la convention de 15 ans à compter de sa signature. Dans cette hypothèse, il appartiendra à la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** de notifier à la Collectivité européenne d'Alsace son intention de mettre fin à la présente convention, par lettre recommandée avec avis de réception, six mois au moins avant la date à laquelle la résiliation prendra effet ;
- Pour motif d'intérêt général dument justifié à l'initiative de l'une ou l'autre des **parties**.

En tout état de cause, les parties conservent la faculté de résilier la présente convention d'un commun accord, dans les conditions et selon les modalités qu'il leur sera loisible de déterminer conjointement.

Dans chacune des hypothèses de résiliation ci-dessus, et si nécessaire, la Collectivité européenne d'Alsace se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux, aux frais de la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération**.

ARTICLE 10 – DIVERS

Les documents définissant les règles et les prescriptions applicables au sens de la présente convention et notamment visés à l'article 4 et dans le préambule sont disponibles sur le site internet de la **Collectivité européenne d'Alsace**, régulièrement publiés dans le cadre de leur mise à jour. Ils seront applicables entre les parties dès leur entrée en vigueur et sans qu'il soit nécessaire de recourir à un avenant. La **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération a/ont** la charge de prendre connaissance des dernières mises à jour des règles précitées.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Toutefois, les **parties** s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention et de ses suites. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois.

ARTICLE 12 – SUBSTITUTION (optionnel)

La présente convention annule et remplace la convention d'entretien des routes départementales hors agglomération préalablement conclue entre, d'une part, la **Commune et/ou la Communauté de Communes/ Communauté d'Agglomération** et, d'autre part, le département du Haut-Rhin/le département du Bas-Rhin, auquel la **Collectivité européenne d'Alsace** s'est substituée.

L'(les) ouvrage(s), équipement(s) et/ou aménagement(s) concerné(s) par cette convention d'entretien des routes départementales hors agglomération **est/sont** intégré(s) dans la présente convention.

Fait en autant d'exemplaires que de **parties**.

A COLMAR, le

**Pour la Collectivité européenne
d'Alsace**
Le Président

La **Commune de**
Le Maire

Frédéric BIERRY

.....

**La Communauté de Communes/
Communauté d'Agglomération de**
.....
Le Président

.....